



# FNEC FP-FO

214 Avenue Félix Faure 69003 LYON  
tel: 06 51 22 50 86 ou 04 72 34 56 09 fax: 04 72 33 87 18  
e-mail : [fo.snudi69@gmail.com](mailto:fo.snudi69@gmail.com)

---

## Déclaration de la FNEC FP-FO du Rhône lue jeudi 14 décembre devant le rectorat

Mes chers camarades,

La fédération FO de l'enseignement a décidé suite à son dernier bureau de réunir cette conférence de presse publique aujourd'hui devant le rectorat.

Pour quelles raisons ?

Depuis plus de deux mois, un véritable massacre est en cours à Gaza. Après une courte trêve, les bombardements contre la population civile palestinienne ont repris avec la plus grande intensité. Ce sont déjà près de 20 000 morts à Gaza, dont une majorité de femmes et d'enfants. L'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que « *La situation à Gaza est proche de l'heure la plus sombre de l'humanité* ».

Il y a deux semaines, l'Internationale de l'Éducation, à laquelle sont affiliés tous les syndicats de l'Éducation français, informait que « *les bombardements ont détruit 258 établissements d'enseignement, 9 universités et la plupart des structures de santé.* »

Plus récemment, le secrétaire général de l'ONU déclarait que les frappes « *auraient touché 339 établissements scolaires, 26 hôpitaux, 56 centres de soins...* »

De nombreux enseignants sont morts à Gaza dont notre collègue, universitaire de premier plan, Sofyan Taya, titulaire de la chaire UNESCO pour l'astronomie, l'astrophysique et les sciences spatiales, et président de l'université islamique de Gaza.

Et que dire des milliers d'enfants, les élèves de nos collègues palestiniens, massacrés par les bombardements, blessés ou condamnés à périr par la famine ou les maladie. L'UNICEF déclare que « *Gaza est un cimetière pour des milliers d'enfants* ».

Nous refusons ces massacres et, en tant qu'enseignants et personnels de l'Éducation nationale, nous le redisons : nous n'acceptons pas que, quel que soit le pays, des écoles, des établissements scolaires, des universités soient bombardés et détruits !

Rien ne peut justifier de telles exactions contre une population, des femmes et des enfants innocents, pas même les atrocités commises contre les civils israéliens et les prises d'otages.

La fédération FO de l'enseignement (FNEC FP-FO) ne peut se taire devant une telle situation. Encore une fois, en tant que citoyens, en tant que syndicalistes, en tant qu'enseignants et personnels de l'Éducation nationale, nous ne pouvons accepter. Nous ne pouvons pas nous taire.

C'est pour ces raisons que nous avons convoqué cette conférence de presse publique devant le rectorat, et nous enverrons cette déclaration au recteur de l'académie de Lyon, représentant du

gouvernement français puisque nommé directement par le conseil des ministres.

Force est de constater que les journalistes n'ont pas répondu présents... Ce n'est malheureusement pas étonnant au vu du boycott total effectué par les médias concernant le génocide en cours à Gaza.

Ce boycott n'est pas étranger à la position du gouvernement français et du président Macron qui, plutôt que de mettre toute son énergie à essayer d'aboutir à un cessez-le-feu, à la paix et à l'arrêt des massacres, a essayé d'interdire les manifestations portant ces exigences et laisse les mains libres à Netanyahu pour qu'il poursuive son carnage !

Même si les journalistes ne sont pas venus, cela n'entamera pas notre détermination à exiger un cessez-le-feu immédiat et permanent, l'arrêt des massacres et du blocus de Gaza, l'arrêt du bombardement des écoles, des établissements scolaires et des universités.

Nous diffuserons partout cette déclaration, par mail et sur les réseaux sociaux. Nous commencerons toutes nos réunions syndicales en informant nos collègues de ce qu'il se passe. Nous ne nous tairons pas.

Personne aujourd'hui ne peut dire qu'il ne sait pas ce qu'il se passe à Gaza. Et ceux qui se taisent porteront une lourde responsabilité devant l'histoire.

Aujourd'hui, il faut stopper ce carnage !

Nous sommes certains que notre confédération finira par s'associer pleinement à cette exigence, conformément à nos traditions de défense des libertés, de la démocratie et de tous les peuples opprimés dans le monde à commencer par les Palestiniens. Le plus tôt sera le mieux !

Pour notre part, nous sommes fidèles à la déclaration de fondation de la CGT-Force Ouvrière adoptée 1948 par les 1 435 délégués et qui indiquait « *Le syndicalisme a pour devoir de se consacrer à la sauvegarde de la paix.* »

C'est ainsi que nous appelons à rejoindre la manifestation appelée samedi 16 décembre à 14h à la place Bellecour par nos camarades et amis du collectif de soutien au peuple palestinien qui s'exprimeront juste après moi.

Nous sommes heureux de vous annoncer que, à l'initiative de l'Union départementale FO du Rhône, les organisations syndicales FO, CGT, UNSA, FSU, Solidaires, CNT et CNT-SO appellent à participer à la manifestation samedi. Nous espérons qu'elles mobiliseront vraiment leurs militants, syndiqués et sympathisants.

Pour notre part, nous y serons pour dire :

- Cessez-le-feu immédiat et permanent !
- Arrêt des massacres et du génocide à Gaza !
- Stop aux bombardements d'écoles, d'établissements scolaires, d'universités !

Je vous remercie.